
Claire de Galember, Olivier Rozenberg et Cécile Vigour éd., *Faire parler le Parlement. Méthodes et enjeux de l'analyse des débats parlementaires pour les sciences sociales*

Paris, LGDJ, 2013, 371 pages

Cédric Passard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mots/21737>

DOI : 10.4000/mots.21737

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2014

Pagination : 130-133

ISBN : 978-2-84788-543-9

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Cédric Passard, « Claire de Galember, Olivier Rozenberg et Cécile Vigour éd., *Faire parler le Parlement. Méthodes et enjeux de l'analyse des débats parlementaires pour les sciences sociales* », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 105 | 2014, mis en ligne le 15 septembre 2014, consulté le 10 décembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/mots/21737> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.21737>

© ENS Éditions

Faire parler le Parlement. Méthodes et enjeux de l'analyse des débats parlementaires pour les sciences sociales

Claire de Galember, Olivier Rozenberg et Cécile Vigour éd.

Paris, LGDJ, 2013, 371 pages.

L'étymologie le rappelle bien : à la base du Parlement, il y a d'abord la parole. En ouverture de son ouvrage sur *Le Parlement de l'éloquence*, Nicolas Roussellier soulignait ainsi l'idéal délibératif du parlementarisme : « parler avant d'agir, parler *pour* agir, telles auraient pu être les devises du pouvoir politique né au sein des Parlements modernes. On a oublié cette part d'utopie qui a fondé le parlementarisme classique : la parole n'était pas le simple ornement de la liberté des orateurs mais la condition même du pouvoir ». Aujourd'hui pourtant, l'image s'est inversée : le déclin de l'éloquence et de la discussion parlementaires, qui connaissent leur apogée avant la première guerre mondiale, a accompagné celui d'une institution non seulement fragilisée par l'affaiblissement du pouvoir législatif au profit de l'exécutif, mais aussi concurrencée par la multiplication des arènes publiques et médiatiques. Accusées d'« impuissance bavarde », les assemblées parlementaires semblent ainsi quelque peu passées de mode. La science politique a d'ailleurs elle-même, jusque récemment du moins, délaissé le Parlement comme objet d'étude pour privilégier l'étude d'autres lieux de parole, au point que les travaux sur la délibération démocratique, qui se sont développés depuis les années quatre-vingt, ont, de manière assez paradoxale, largement négligé la question des débats parlementaires. C'est tout l'intérêt de l'ouvrage collectif dirigé par Claire de Galember, Olivier Rozenberg et Cécile Vigour de proposer de prendre au sérieux les discours parlementaires. Son objectif, clairement formulé, est en effet d'« interroger ce qui se joue concrètement dans les prises de parole au sein de cette institution et dans les discours de ceux qui parlent en son nom, d'explorer les logiques et conditions de production de ces actes de langage d'un genre particulier, investigation qui rejoint une réflexion plus fondamentale sur les rapports entre langage, politique et construction de la réalité sociale » (p. 9).

Issu d'un colloque organisé en 2010, l'ouvrage, composé de 17 chapitres, dont l'organisation et la cohérence d'ensemble sont très bien mises en évidence par une solide introduction, a le grand mérite de croiser les regards et de varier les approches sur le sujet. Diversité des disciplines tout d'abord : même si une majorité des chapitres est le fait de politistes, la sociologie, l'histoire et la linguistique notamment sont également bien représentées. Diversité des approches empiriques et théoriques ensuite : pragmatique, ethnométhodologique, institutionnaliste, stratégique, etc. Diversité des terrains encore : multipliant les études de cas, dans le temps plus que dans l'espace cependant (les chapitres portent principalement sur la France), l'ouvrage parvient à échapper à la simple compi-

lation de monographies, à la fois par un effort de montée en généralité présent dans tous les chapitres et surtout par la remarquable mise en perspective des trois chapitres conclusifs rédigés par chacun des directeurs d'ouvrage. Diversité des méthodes enfin : bien que les débats parlementaires soient abordés, dans la majorité des contributions, à travers une focale microsociologique, les outils mobilisés (parfois conjointement) sont pluriels : études de contenu, recours à la lexicométrie, analyses factorielles de correspondances (entre les positions et les prises de position des orateurs), entretiens voire, plus rarement, observations *in situ*. De ce point de vue, ce n'est pas la moindre qualité de l'ouvrage que de s'interroger sur les manières de « faire parler le Parlement ». Le dernier chapitre, particulièrement intéressant à cet égard, souligne ainsi toute la difficulté de saisir l'oralité des discours et débats parlementaires ; force est, en effet, de constater que l'analyse de ces derniers repose essentiellement sur le verbal (la retranscription des débats fournie par les comptes rendus officiels) au détriment du paraverbal (ton, rythme du discours, langage du corps...).

Si l'intégration de ces différentes dimensions pouvait paraître une gageure, celle-ci est, disons-le, parfaitement relevée, tant l'ouvrage est clairement agencé en quatre parties thématiques homogènes. La première envisage les débats d'assemblée en lien avec le cadre institutionnel du Parlement, ses règles, ses rites et ses procédures. À l'opposé des discussions privées, les débats parlementaires sont, en effet, particulièrement réglés et encadrés. Jon Elster et, à sa suite, Philippe Urfalino proposent ainsi une réflexion passionnante sur l'organisation des procédures parlementaires à partir des points de vue du philosophe britannique Jeremy Bentham qui est l'un des tout premiers à les théoriser. Celui-ci voyait notamment dans la publicité des discussions parlementaires un « grand effet antiseptique » au sens où elle devait permettre, selon lui, au « Tribunal de l'opinion » de surveiller et de contrôler les députés ; elle contribue à faire du Parlement ce lieu où « on discute entre soi, tout en s'adressant à des tiers » (Marc Abélès)¹. À travers l'étude historique et comparée (entre la France et la Grande-Bretagne) de la sténographie parlementaire, Delphine Gardey rejoint ce questionnement sur la publicité des débats et la fabrication de « l'ordre du discours » parlementaire ; elle analyse le contraste entre la réticence du Parlement anglais devant cette publicité et la mise en scène de la transparence de l'Assemblée en France, contraste qui tient non seulement à l'histoire du parlementarisme dans les deux pays mais aussi à une théorie de la démocratie sous-jacente. Comme elle le résume par une jolie formule, « le verbatim se signale comme une véritable philosophie politique » (p. 88). Si le cadre institutionnel et les dispositifs encadrant les débats parlementaires impactent donc nécessairement les modalités et la nature de ces derniers, Jean-Philippe Heurtin renverse la perspective en étudiant, de

1. Marc Abélès, *Un ethnologue à l'Assemblée*, Paris, Odile Jacob, 2001, p. .

manière détaillée, les discussions et les jeux de langage entourant l'élaboration du nouveau règlement de l'Assemblée nationale au début de la Cinquième République.

Au-delà des procédures et des règles formelles, les débats parlementaires relèvent aussi du « rite d'institution » propre à la logique de la représentation (au sens à la fois politique et théâtral du terme) qui est au cœur de la deuxième partie de l'ouvrage. Étudiant les États de Bourgogne sous Louis XIV, Jérôme Loiseau met ainsi au jour le rôle du cérémonial des assemblées (cérémonies d'ouverture, harangues, mobilier...) dans la construction, au long cours, de la sphère publique en France. À travers l'éclairage de la microhistoire, Stéphane Beaudoin, qui examine une discussion à la Chambre des députés en 1891, souligne également la force performative des débats parlementaires qui sont, à la fois, révélateurs et créateurs de sens. Dans une approche différente, mobilisant les ressources de la lexicométrie, Cécile Vigour, qui prend l'exemple d'un projet de loi relatif aux rapports entre magistrature et politique discuté entre 1997 et 2000, montre que les prises de parole parlementaires renvoient à des figures différenciées de la représentation et des conceptions typiques des rôles parlementaires (tels que le législateur, le concepteur de politiques publiques, le représentant du peuple, l'entrepreneur de morale) qui s'articulent plus ou moins avec l'affirmation de valeurs spécifiques au texte discuté.

Après la question de la représentation, celle de la délibération fait l'objet de la troisième partie de l'ouvrage, peut-être la plus stimulante. Cette dernière interroge la portée délibérative des débats parlementaires. De ce point de vue, les contributeurs offrent des analyses et des réponses contrastées. Bjørn Rasch considère que les débats parlementaires sont rarement délibératifs car les discussions infléchissent rarement les choix au point de peser sur le vote : « Plutôt que d'être une arène où l'on raisonne, ils deviennent une arène vouée à l'explication par les députés de leur point de vue sur un projet de loi » (p. 158). À l'inverse, en adoptant un autre protocole d'enquête, Clément Viktorovitch révèle que les dynamiques délibératives ne sont pas absentes des débats parlementaires, surtout de ceux qui se déroulent au sein des commissions et peuvent même aboutir à des inflexions de la législation votée. La délibération peut également s'observer lorsque les parlementaires se laissent convaincre par la « force intrinsèque de l'argument » (Félix Blanc). À la croisée des disciplines, Raphaël Micheli questionne la dimension émotionnelle des discours tenus au Parlement à partir de l'analyse diachronique des quatre principaux débats parlementaires français relatifs à l'abolition de la peine de mort (1791, 1848, 1908 et 1981) ; l'originalité de son travail est de s'intéresser non pas à l'émotion « montrée » (à travers, par exemple, les interjections, interruptions ou insultes) mais à l'émotion « argumentée » : si les débats parlementaires peuvent jouer sur les émotions, ils font également porter la discussion elle-même sur la nature des émotions.

La dernière partie thématique de l'ouvrage s'intéresse logiquement aux effets des débats sur la fabrique de la loi et la production des politiques publiques, aux liens entre « discours parlementaires » et « discours législatifs » (pour reprendre la distinction mobilisée par Claire de Galember). Émilie Biland, dans son analyse des discussions parlementaires relative à la fonction publique territoriale sur quatre décennies, défend la thèse d'un affaiblissement de l'institution parlementaire et d'une hétéronomie croissante des débats au sens où les discours en séance publique ne dépendraient pas tant des normes inhérentes à l'ordre parlementaire que de représentations et de postures largement construites en dehors de son enceinte. Laure Bonnaud et Emmanuel Martinais montrent cependant, à partir de l'étude des débats entourant la loi relative à la prévention des risques technologiques et naturels (loi Bachelot adoptée en 2003), que la contribution des députés et des sénateurs à l'écriture du texte est loin d'être négligeable.

D'une grande densité et d'une extrême richesse, l'ouvrage convainc dans sa démarche résolument pluraliste et pluridisciplinaire. Il enjoint peut-être aussi à ne pas négliger les discours au sein d'institutions politiques trop facilement brocardées pour leur prétendu verbalisme ou leur inanité supposée. Comme l'écrit justement Olivier Rozenberg, le Parlement « donne à voir, depuis la tribune du public, une certaine idée du politique aujourd'hui menacée » (p. 310).

Cédric Passard
IEP de Lille - CERAPS
passard.cedric@neuf.fr